

DISCLOSE

R A P P O R T
D'IMPACT
2 0 2 5

Il ne suffit pas de projeter la lumière sur les injustices. Encore faut-il que l'ombre laisse place à des changements concrets. Que la démocratie en sorte grandie et le vivant protégé.

Cette ligne, Disclose continue de la tracer année après année. En 2025, nos révélations ont conduit l'une des principales universités privées en France à évincer le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin. Des matériels militaires fabriqués en France ont été bloqués juste avant leur livraison en Israël. La marque préférée des Français-es, Decathlon, a dû rompre ses liens avec un fournisseur impliqué dans un vaste système de travail forcé en Chine.

Des répercussions comme celles-là, nous en avons comptabilisé 559 l'année dernière. Procédures judiciaires, débats parlementaires, relais massifs sur les réseaux sociaux et dans les médias... Nous avons théorisé ce « journalisme d'impact » dans un guide en accès libre, réalisé avec le média indépendant Rembobine. Cette approche a de l'avenir. En témoigne l'engouement pour le festival que nous avons organisé fin 2025 autour du journalisme d'impact, le premier du genre en Europe.

Les entraves à notre mission se sont néanmoins enchaînées ces derniers mois. Il y a l'obstination de l'État français à faire condamner notre journaliste Ariane Lavrilleux plutôt qu'à reconnaître ce que nous révélions en 2021 : des crimes contre l'humanité commis avec les moyens de l'armée française en Égypte. Il y a aussi ces menaces, plus insidieuses, des multinationales dont Disclose s'attache à raconter une autre histoire, éloignée des promesses sociales ou environnementales. Notre restons solides sur nos appuis : depuis sa création en 2018, Disclose n'a jamais été condamné pour ses enquêtes.

Malgré les obstacles, il faut faire bloc. Nous bénéficions pour cela d'un soutien sans précédent : plus de 5 000 personnes ont fait un don à notre association en 2025, contribuant à 80 % de notre budget. Autant de citoyen·nes déterminé·es à défendre un journalisme d'impact, au service du bien commun. C'est à elles et eux que nous devons les lignes qui suivent. Merci.

Mathias Destal

COFONDATEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF DE DISCLOSE

ÉDITO	<u>P.2</u>
SOMMAIRE	<u>P.3</u>
NOS 559 IMPACTS EN 2025	<u>P.4</u>
ENQUÊTES D'IMPACT	<u>P.14</u>
NOS ACTIONS POUR PROLONGER NOS ENQUÊTES	<u>P.17</u>
À L'AVANT-GARDE DU JOURNALISME D'IMPACT	<u>P.20</u>
NOS FINANCES	<u>P.23</u>

NOS

559

IMPACTS

EN

2025

29

enquêtes
publiées

40 000

inscrit-es
aux newsletters

263 000

abonné-es sur
les réseaux sociaux

559 IMPACTS REPÉRÉS EN 2025

446

reprises médiatiques

mentions de nos enquêtes par un média,
une ONG, un syndicat, une personnalité.

64

répercussions institutionnelles

réactions officielles du gouvernement,
de l'administration et d'entreprises
mises en cause, dont 25 mentions au
Parlement (Assemblée nationale, Sénat
et Parlement européen).

38

actions collectives

manifestations, actions symboliques,
tribunes, lettres ouvertes et prix
récompensant des enquêtes.

11

impacts judiciaires

plaintes, instructions judiciaires et
décisions de justice.

DES PARTENARIATS AVEC DES MÉDIAS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Pour accroître la portée de nos enquêtes et renforcer notre expertise à l'international, Disclose a noué 19 partenariats en 2025.

France	International
France 2 - Cash Investigation France 2 - L'Œil du 20 heures France 3 Index La Topette Le Monde Mediacités #NousToutes (collectif) Reflets.info Reporterre	France 24 Follow the Money Investigate Europe Laboratoire de chimie environnementale de Sébastien Sauvé - Université de Montréal Liminal - Université de Bologne RFI Reporters United The Ditch The Guardian

COMMENT DISCLOSE MESURE SON IMPACT ?

Nous recensons 20 types d'impacts, qui sont autant de signes que nos enquêtes ont mené à des changements concrets. Par exemple, si une ONG saisit la justice sur la base de nos révélations, nous comptabilisons un impact. Si un-e parlementaire interpelle le gouvernement au sujet de notre enquête, nous en recensons un autre.

Pour identifier ces impacts, nous recourons essentiellement à des sources en ligne : moteurs de recherche, réseaux sociaux, sites institutionnels... Certains nous sont aussi signalés par des lecteur-ices ou des associations. Cette année, nous avons fait appel au média à but non lucratif Rembobine pour nous prêter main forte dans la recension des impacts.

Dans un souci de transparence, toutes les répercussions de notre travail sont compilées dans une base de données en accès libre :

[Accéder à la base complète des impacts de Disclose](#)

ENQUÊTES D'IMPACT

JANVIER

Surveillance de masse : le plan secret de la France

AVEC

Investigate
Europe

La France a pesé de tout son poids pour imposer au niveau européen la reconnaissance faciale dans l'espace public en cas de « situation d'urgence dûment justifiée ». C'est ce que révèle notre enquête sur les négociations secrètes autour du règlement européen sur l'intelligence artificielle, dit « IA Act ». À la suite de ces révélations, publiées dans neuf médias européens, des membres du gouvernement français et grecs sont interpellés par des parlementaires et des journalistes. Le texte est néanmoins adopté début 2025, ouvrant la voie à la détection des émotions et au fichage algorithmique des croyances religieuses et des opinions politiques partout en Europe.

Ariane Lavrilleux échappe à un procès, l'État s'obstine



Le 17 janvier 2025, notre collègue Ariane Lavrilleux ressort libre de son audition au tribunal judiciaire de Paris pour « divulgation du secret de la défense nationale ». La justice reconnaît l'intérêt général de nos révélations sur l'opération Sirli, une collaboration militaire secrète entre la France et l'Égypte, qui a conduit au massacre de dizaines de civils. Malgré tout, le ministère de la justice fait appel de cette décision, ouvrant la voie à une nouvelle instruction visant la rédaction de Disclose.

FÉVRIER

Mobilisé pour la liberté d'inform

AVEC

RSF
REPORTERS
SANS FRONTIÈRESFONDS
POUR UNE
PRESSE
LIBRE

*Sherpa

SNJ

Face aux menaces contre le secret des sources journalistiques, Disclose et ses partenaires écrivent une lettre au Premier ministre pour lui présenter cinq recommandations à mettre en place d'urgence. Pas moins de 106 organisations se joignent à notre appel.

L'enquête qui fait vaciller Decathlon

AVEC

CASH
INVESTIGATIONFOLLOW
THE
MONEY

La marque de sport a bâti son empire sur l'exploitation des humains et de la planète. Adolescent·es sous-payé·es au Bangladesh, travail forcé des paysan·nes ouïghour·es en Chine... Nos révélations contraignent Decathlon à mettre fin à son contrat avec les usines problématiques du groupe Jifa en Chine. Sous la pression d'associations et du haut-commissariat aux droits humains de l'ONU, l'entreprise promet aussi une meilleure traçabilité du coton utilisé dans ses vêtements. Cette enquête a aussi conduit à l'audition à l'Assemblée nationale d'un groupe de travail sur le travail forcé des personnes ouïghoures.

152

mentions de nos enquêtes sur Decathlon dans les médias

Le secret des sources s'invite à Matignon

Le Fonds pour une presse libre, Reporters sans frontières, le Syndicat national des journalistes, l'association Sherpa et Disclose ont été reçus à Matignon. Dialogue difficile, quelques marques d'ouvertures, mais le gouvernement ne promet aucune réforme.

MARS

ArcelorMittal : la justice se saisit de nos informations

AVEC



Disclose révèle le système mis en place par ArcelorMittal pour contourner les normes de pollution de l'air autour de ses aciéries. Parmi les astuces trouvées : la falsification des relevés d'inspection. Notre enquête, basée sur des témoignages de salariés et des documents confidentiels, a alimenté une instruction confiée au pôle environnemental du tribunal de Marseille. Celle-ci aboutit à la mise en examen de la multinationale de l'acier pour « mise en danger de la vie d'autrui » et « faux et usage de faux ». La suite de l'affaire bientôt au tribunal.

Violences sexuelles dans les transports : les autorités ouvrent les yeux

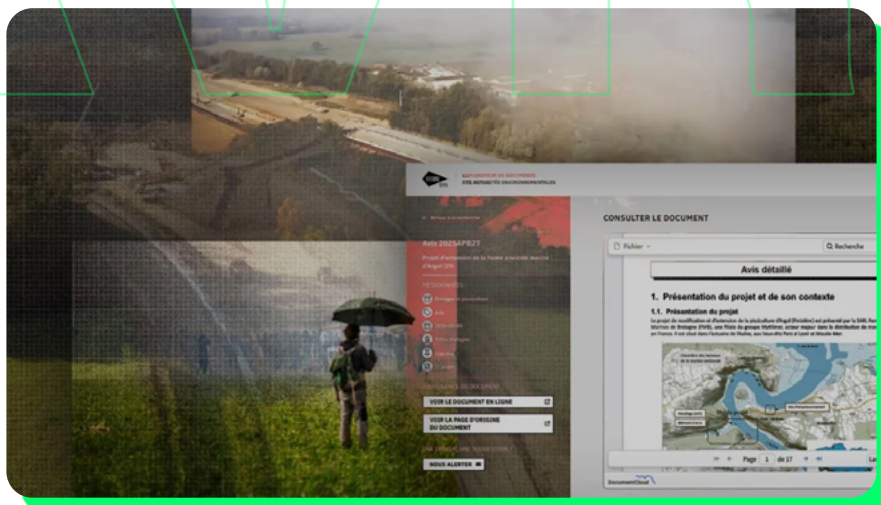
AVEC



Un an après nos enquêtes sur les violences sexuelles commises par des ambulanciers, des chauffeurs de taxis et de cars scolaires, la loi sûreté dans les transports est adoptée. Dorénavant, les conducteurs condamnés pour des infractions sexuelles ont interdiction d'exercer auprès de mineur-es ou de personnes vulnérables. Un premier pas fondamental pour prévenir de nouvelles violences, qui ont fait au moins 152 victimes depuis 2005, selon notre décompte.

AVRIL

Lancement de Disclose Data



Surveiller les projets industriels qui détruisent l'environnement : c'est la promesse de Disclose Data, notre plateforme de collecte et d'archivage de documents issus des autorités environnementales et qui recensent l'impact de grands projets, comme les autoroutes, les éoliennes ou les élevages industriels. Disclose Data, c'est aussi un outil de veille exceptionnel pour s'informer sur des chantiers potentiellement destructeurs, avant qu'ils ne soient lancés.

122 000

documents sauvegardés entre avril 2025 et juin 2026.

MAI

Fast-fashion : l'aberrante niche fiscale

AVEC



Une invraisemblable niche fiscale encourage les marques de mode éphémère à produire toujours plus de vêtements. Kiabi, Shein ou Decathlon peuvent défiscaliser 60 % de la valeur de leurs invendus en les donnant à des associations. Notre enquête conduit au dépôt d'un amendement au projet de loi de finances 2026 pour supprimer cet avantage fiscal. Votée par l'Assemblée nationale mais non reprise par le gouvernement, la proposition pourrait revenir lors de prochains débats budgétaires.

JUIN

Israël : Une livraison d'armes reste à quai

AVEC

the ditch

Tubes de canon et pièces pour fusils mitrailleurs : en juin 2025, Disclose révèle la livraison imminente de ce matériel « made in France » vers Israël, un pays qui commet « *un génocide à Gaza* », selon l'ONU. Quelques heures après la publication, les dockers du port de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) bloquent la cargaison. Ils sont soutenus par une centaine de manifestant·es et une pétition qui recueille près de 60 000 signatures. Forcé de réagir, Sébastien Lecornu, alors ministre des armées, affirme que ces équipements fabriqués par les entreprises Aubert & Duval et Eurolinks sont « *ré-exportés* » vers d'autres pays. La manœuvre ne convainc pas : des responsables politiques appellent à un embargo total sur les exportations d'armes vers Israël. En attendant, Eurolinks, dont Disclose avait déjà révélé des livraisons vers Israël en 2023 et 2024, fait l'objet d'une plainte pour « complicité de crimes de guerre ».

« Les dockers ne participeront pas au génocide »

COMMUNIQUÉ DE LA SECTION CGT DES DOCKERS DU PORT DE FOS-SUR-MER.

#MeTooPolice

AVEC

france.2

Collègues de travail, plaignant·es, gardé·es à vue... Après un an d'enquête, Disclose a identifié pas moins de 429 victimes de violences sexuelles perpétrées par des policiers ou des gendarmes. À cinq reprises, les ministres de l'intérieur Bruno Retailleau, puis Laurent Nuñez, sont interpellés au Parlement et une commission d'enquête est proposée à l'Assemblée nationale. Une proposition de loi pour lutter contre les violences sexuelles est déposée en décembre 2025 : elle appelle à rendre obligatoire la formation des forces de l'ordre pour garantir la « sécurité psychique et physique » des plaignant·es. À la suite d'un appel à témoignages diffusé avec le collectif #NousToutes, Disclose a recueilli la parole de 163 nouvelles victimes, dont plusieurs indiquent avoir lu notre enquête et porté plainte récemment.

JUILLET

PFAS : la plus grave contamination de l'eau potable en France

AVEC

france.3

Disclose et France 3 rendent publiques les concentrations alarmantes en PFOA, un polluant cancérigène de la famille des PFAS, dans l'eau potable des Ardennes et de la Meuse. Au même moment, l'État interdit la consommation d'eau du robinet à plus de 3 500 habitant·es de ces territoires. Une décision inédite, qui masque plusieurs années d'inaction : les premières alertes locales remontent à 2016. Dans la foulée de notre article, les habitant·es s'organisent : des groupes se créent sur les réseaux sociaux, des réunions publiques voient le jour. Puis, début 2026, quatre plaintes collectives sont déposées devant la justice afin de connaître les responsables de cette pollution sans équivalent en France. Des plaintes qui citent très largement notre enquête.

La justice ouvre une enquête sur la mort d'un exilé syrien lors d'une intervention de police

AVEC

INDEX L\M\NAL



Au cours d'une intervention policière, Jumaa-al-Hasan, un exilé syrien de 27 ans, meurt noyé à Gravelines (Nord) alors qu'il voulait rejoindre l'Angleterre par bateau. Nous avons reconstitué les circonstances exactes de sa mort grâce à une modélisation 3D de l'événement. Résultat, la police est directement impliquée dans la noyade. Le jour de notre publication, l'association d'aide aux migrant·es Utopia 56 porte plainte pour « homicide involontaire ». Le parquet de Dunkerque ouvre une enquête pour savoir si la mort du jeune homme est le fait des policiers qui ne lui ont pas porté secours après l'avoir aspergé de gaz lacrymogène ou des passeurs. La plainte est classée sans suite.

— Gaza : le missilier MBDA sous pression

AVEC

The
GuardianFOLLOW
THE
MONEY

Le principal constructeur européen de missiles équipe des bombes larguées par l'armée israélienne sur des civils à Gaza. Selon notre décompte, au moins une centaine d'enfants sont morts dans ces bombardements. À la suite de notre enquête, deux actionnaires du groupe Airbus, qui détient des parts dans MBDA, ont mis en demeure l'industriel de publier un plan de vigilance. Ce qu'il a fait trois mois plus tard. Face aux lacunes de ce plan, qui fait l'impasse sur les risques d'utilisation de ses missiles contre des civils à Gaza, ces deux mêmes actionnaires et trois associations envisagent désormais d'assigner MBDA en justice. Notre enquête a été nominée au prix européen Daphne Caruana Galizia.

SEPTEMBRE

— L'Université catholique de l'Ouest rompt avec Pierre-Edouard Stérin

AVEC

LA TOPETTE

Le milliardaire et mécène revendiqué de l'extrême droite finance depuis 2023 la Catho de l'ouest, l'un des principaux établissements d'enseignement privé en France. C'est ce que dévoile l'enquête de Disclose, en partenariat avec La Topette et Reflets.info. Après une mobilisation inédite des étudiant·es et d'une partie des enseignant·es, la direction de la faculté se sépare de Pierre-Édouard Stérin, qui proteste. En vain.

1,3 million d'euros

Montant du capital du Fonds John Henry Newman, abondé par Pierre-Édouard Stérin, qui a financé l'Université catholique de l'ouest entre 2023 et 2025.

Des centaines de personnes défilent à Marseille contre l'entreprise d'armement Eurolinks



OCTOBRE

Disclose révèle la première contamination aux PFAS chez un géant de l'agroalimentaire

AVEC

france.3

Les « polluants éternels » ont contaminé les chaînes de production du groupe sucrier Cristal Union, qui possède la marque Daddy et fournit Coca-Cola. L'entreprise affirme qu'aucun PFAS n'est détecté dans ses produits grand public. Ce qui est le cas, en revanche, des produits dérivés de la betterave destinés à l'alimentation animale, présentant un risque de contamination pour l'ensemble de la chaîne alimentaire. En 2026, Disclose maintient la pression pour que l'industriel fasse la transparence sur l'ampleur réelle de la contamination.

Le pétrolier Perenco bientôt jugé pour « préjudice écologique »

AVEC

Investigate
EuropeEnvironmental
Investigative
Forum

Le deuxième groupe pétrolier français va être jugé pour « préjudice écologique » à la suite des révélations de Disclose, fin 2022, prolongées par une plainte des ONG Sherpa et Les Amis de la Terre. En cause : les 167 signalements de pollutions causés par ses installations en République démocratique du Congo. C'est la première fois que la firme est poursuivie devant la justice française.

DÉCEMBRE

● — **Vente d'armes à Israël : l'État stoppe des livraisons pour drones**

L'entreprise française Sermat a vendu des composants à la firme israélienne Elbit Systems, dont les drones sont employés contre des civils à Gaza. Mais la livraison mise au jour par Disclose en octobre 2025 n'aura jamais lieu : juste après nos révélations, les douanes saisissent le matériel à l'aéroport de Roissy, avant que le ministère des armées interdise à l'industriel toute nouvelle livraison en Israël.

● — **Thales veut faire taire Disclose**

Pour la première fois depuis la création de Disclose en 2018, notre média est visé par une plainte en diffamation. À la manœuvre : le groupe d'armement français Thales, détenu partiellement par l'État français. La firme espère nous empêcher d'enquêter sur ses ventes dans des pays qui commettent des crimes de guerre : Israël à Gaza, la Russie en Ukraine ou encore la Birmanie contre la minorité Rohingya. Tout au contraire, cette procédure-bâillon renforce notre détermination à continuer à enquêter sur les marchands de mort et leurs relais dans l'appareil d'État.

NOS ACTIONS
POUR
PROLONGER
NOS ENQUÊTES



SUR LE TERRAIN

En 2025, l'équipe de Disclose est intervenue dans de nombreux événements publics et professionnels. En France, en Belgique et même en Malaisie, nous partageons notre expertise et mobilisons la société civile sur certaines de nos enquêtes, comme les violences sexuelles, les énergies fossiles et l'extrême-droite.

DANS LES MÉDIAS

Les journalistes de Disclose parlent régulièrement dans les médias français et étrangers pour donner de l'écho à nos enquêtes et les faire connaître à une audience plus large.



À L'AVANT- GARDE DU JOURNALISME D'IMPACT



UN GUIDE INÉDIT EN ACCÈS LIBRE

En septembre 2025, après un an de travail, Disclose et Rembobine publient la première édition du guide du journalisme d'impact. En donnant à voir comment des médias comme Disclose s'assurent que leurs investigations sont suivies d'effets, ce guide cherche aussi à mettre en valeur des initiatives qui permettent de renouer le lien entre médias et citoyen·nes.

[Télécharger le guide](#)

AVEC LE SOUTIEN DU FONDS
POUR UNE PRESSE LIBRE

FONDS
POUR UNE
PRESSE
LIBRE



DISCLOSE ORGANISE LE PREMIER FESTIVAL DÉDIÉ AU JOURNALISME D'IMPACT

Plus de 200 personnes se sont réunies, en septembre 2025, pour le premier événement en Europe dédié à l'impact du journalisme. Des membres de la rédaction de Mediapart, France 3 ou France Info ont échangé avec le public sur les conséquences de leurs enquêtes dans la société. Les participant·es, dont beaucoup de lecteurs et lectrices de Disclose, ont également conçu des stratégies d'impact originales pour des enquêtes sur les ventes d'armes, la santé publique ou les pollutions.

EN PARTENARIAT AVEC



NOS FINANCIERES

En 2025, 80 % des ressources de notre association proviennent des dons du public.

439 000 € DE DONNS DU PUBLIC

Sur les 5 000 personnes qui ont soutenu Disclose cette année, certaines ont fait le choix d'un don mensuel, essentiel pour nous permettre de nous attaquer à plus grand que nous. D'autres ont choisi le don ponctuel. Merci à elles et eux.

LES FONDATIONS : UN SOUTIEN COMPLÉMENTAIRE

Cette année encore, la contribution des fondations dans le budget de Disclose est minoritaire. Mais leur apport financier reste indispensable au bon fonctionnement de l'association. Merci à Reva and David Logan foundation, 1% for the Planet, Muckrock, le Fonds pour une presse libre, Sunrise Project, European Centre for Press and Media Freedom et Media Defence.

OÙ VA VOTRE ARGENT

L'essentiel des ressources de Disclose permet de rémunérer celles et ceux qui enquêtent : l'équipe permanente et la vingtaine de journalistes pigistes avec qui nous avons collaboré en 2025. Le reste des fonds finance les coûts directement liés aux enquêtes (infographie, traduction, déplacements, honoraires juridique) ainsi que les frais de structure (loyer, commissions bancaires sur les dons).



RAPPORT D'IMPACT 2025

RÉDACTION : PIERRE LEIBOVICI

RÉDACTION EN CHEF : MATHIAS DESTAL

RECENSEMENT DES IMPACTS : ARIANE LAVRILLEUX, PÉNÉLOPE BLANCHETÊTE,
PIERRE LEIBOVICI ET TIMOTHÉE VINCHON (REMBOBINE)

MISE EN PAGE : ÉRIC DELFOSSE

DISCLOSE

ASSOCIATION LOI 1901

61 RUE DE LYON 75012 PARIS

CONTACT@DISCLOSE.NGO